









# Procédure file

Informations de base		
APP - Procédure d'approbation	<a href="#">2020/0112(APP)</a>	En attente de décision finale
Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne Procédure d'accompagnement <a href="#">2020/0112R(APP)</a> Modification Règlement 2007/168 <a href="#">2005/0124(CNS)</a>		
Sujet 1.10 Droits fondamentaux dans l'Union, Charte 7.30.08 Lutte contre le racisme et la xénophobie 8.40.08 Agences et organes de l'Union		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>LIBE</b> <a href="#">Libertés civiles, justice et affaires intérieures</a>	 <a href="#">MANDL Lukas</a>	10/09/2020
		Rapporteur(e) fictif/fictive  <a href="#">VOLLATH Bettina</a>  <a href="#">PAGAZAURTUNDÚA</a> Maite  <a href="#">RIBA I GINER Diana</a>  <a href="#">VANDENDRIESSCHE</a> Tom  <a href="#">TERHEŞ Cristian</a>  <a href="#">DALY Clare</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>FEMM</b> <a href="#">Droits de la femme et égalité des genres</a>	 <a href="#">REGNER Evelyn</a>	25/06/2020
	<b>AFET</b> <a href="#">Affaires étrangères</a>	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne Commission européenne	DG de la Commission <a href="#">Justice et consommateurs</a>	Commissaire REYNDERS Didier	

Evénements clés			
05/06/2020	Document préparatoire	<a href="#">COM(2020)0225</a>	
24/06/2021	Publication de la proposition législative	09827/2021	
01/07/2021	Vote en commission		
02/07/2021	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A9-0227/2021</a>	
05/07/2021	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
06/07/2021	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0322/2021</a>	Résumé

Informations techniques	
Référence de procédure	2020/0112(APP)
Type de procédure	APP - Procédure d'approbation
Sous-type de procédure	Législation
	Modification Règlement 2007/168 <a href="#">2005/0124(CNS)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 352-p1sub1
Etape de la procédure	En attente de décision finale
Dossier de la commission parlementaire	LIBE/9/03254

Portail de documentation					
Document préparatoire		<a href="#">COM(2020)0225</a>	05/06/2020	EC	
Avis de la commission	FEMM	<a href="#">PE662.080</a>	10/02/2021	EP	
Document de base législatif		09827/2021	25/06/2021	CSL	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A9-0227/2021</a>	02/07/2021	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T9-0322/2021</a>	06/07/2021	EP	Résumé

## Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

Le Parlement européen a adopté par 546 voix pour, 69 contre et 79 abstentions, une résolution législative sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 168/2007 portant création d'une Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le Parlement européen a donné son approbation à la proposition de règlement du Conseil.

L'Agence des droits fondamentaux (FRA) apporte des informations, une assistance et une expertise sur les questions relatives aux droits fondamentaux, et défend et protège les droits fondamentaux dans l'Union.

La principale modification apportée au champ d'application reflète la conséquence de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne pour le périmètre des activités de l'Agence, qui relève désormais du «droit de l'Union» au lieu du «droit communautaire» et, dès lors, englobe le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale (l'ancien «troisième pilier» de l'Union européenne).

L'ensemble des autres modifications proposées consistent à aligner le règlement fondateur sur l'approche commune et sur le règlement financier-cadre, afin de renforcer l'efficacité, la pertinence et la gouvernance de l'Agence.